

Le 3^{ème} Symposium SUD.SEC.MED

Les problématiques de la sécurité en méditerranée

Les 19-20 Juin 2014 Hôtel Africa –Tunis

INTRODUCTION

Plus de trois ans après les révolutions dans le monde arabe, l'insécurité et l'instabilité sont devenus les défis majeurs à la transition vers la démocratie. En effet, les révolutions ont mis à l'épreuve les états de la région, les rendant subitement vulnérables et parfois défaillants. Ainsi en Libye ou en Tunisie, le nouvel ordre doit faire face à des milices armées concurrentes et actives en toute liberté dans le premier, et à des Djihadistes terroristes dans le deuxième qui, dans les deux cas défient l'Etat, qui perd ainsi et comme c'est le cas en Libye, le monopole de la contrainte armée, et montrent clairement ses limites dans sa conformation avec ce phénomène.

Ce phénomène ne peut être sans conséquence sur la situation sécuritaire des voisins immédiats. Avec des frontières poreuses, pour des raisons de manque de moyens de manque de savoir-faire, des trafics de tout genre, surtout d'armes et de drogue, et la criminalité organisée, tous les pays de la région s'inquiètent pour leur propre sécurité, d'autant plus que certains groupes terroristes, notamment « Al Qaida au Maghreb Islamique » en profite pour mieux s'armer et mieux renflouer ses rangs.

L'Europe, en face, s'inquiète aussi, car au même titre que les armes et la drogue, les personnes fuyant les conflits ou la misère sont considérées comme des éléments d'insécurité. Que ce soit sur un niveau bilatéral ou sur un niveau collectif, les européens investissent des sommes colossales (par centaines de millions de d'euros) pour tenter d'éviter que l'insécurité et la vulnérabilité étatiques qui l'accompagne, ne s'étendent à l'ensemble de la région déjà instable et pour empêcher les migrants d'arriver sur les côtes européennes, essayant à cet effet de les bloquer en amont.

A cet égard, les européens finalisent le déploiement d'une mission dont l'un des objectifs principaux est de renforcer les frontières extérieures, surtout libyennes. Des opérations de formations des forces de l'ordre (policières et militaires) sont prévues à grande échelle, ainsi que du conseil à l'acquisition d'équipements de surveillance.

La crise en Afrique du Nord interpelle donc les pays des deux rives et les contraint, d'une manière ou d'une autre, à la coopération et la coordination de leurs efforts.

Le Centre des Etudes Méditerranéennes et Internationales (CEMI) et la fondation Konrad Adenauer Stiftung (KAS) ; cherchent à travers l'organisation de ce symposium ; à Tunis, les 19 et 20 Juin à réunir des acteurs des deux rives, discuter ces problématiques en mettant à jour les différents risques et menaces à la sécurité dans la région, et essayer de proposer des voies de solutions.

40 participants ont assisté à ce symposium ; des représentants des partis politiques, des représentants de la société civile et des journalistes

Une pléiade de 12 experts de grande renommée y ont participé également, avec un débat ouvert au public présent.

4 axes thématiques ont été abordés :

1. Les menaces à la sécurité en Méditerranée
2. Terrorisme et sécurité en Méditerranée
3. La problématique des frontières
4. Le conflit libyen et les défis de la sécurité

Mr. Ahmed DRISS, le président du Centre des Etudes Méditerranéennes et Internationales a inauguré le 3^{ème} symposium, en accueillant les participants et les intervenants, les rappelant des thématiques discutées lors des deux derniers symposiums, et l'importance de la question sécuritaire dans la zone euro-méditerranéenne. Mr. DRISS a également présenté les principaux axes qui vont être discutés lors de ce colloque.

Mr. Hardy OSTRY ; le représentant résident de Konrad-Adenauer-Stiftung ; a présenté le discours d'ouverture.

AXE 1 : LES MENACES À LA SÉCURITÉ EN MÉDITERRANÉE :

Le premier axe est celui des menaces à la sécurité en Méditerranée. 4 experts ont abordé cet axe :

1) Vers une nouvelle équation stratégique en Méditerranée :

Mr. Pierre RAZOUX, professeur et expert en question sécuritaire, de France, a commencé la première session, en exposant quelques données qui montrent l'importance de la zone euro-méditerranéenne : 30% du commerce maritime mondial ; 25% du trafic d'hydrocarbures, de pétrole, et de gaz ; une frontière naturelle, un référent interculturel, et un espace d'échange.

le Professeur RAZOUX trouve que les bouleversements, et la situation en Libye, en Egypte et en Syrie servent à des catalyseurs pour les changements structurels profonds qui affectent la région.

Le professeur a exposé 5 facteurs qui affectent la nouvelle équation stratégique dans la région

1- l'extension des zones de non-droit : l'exemple de la zone sahélo-saharien.

- 2- l'évolution de la situation en Egypte, en Tunisie, en Algérie et au Maroc
- 3- le déplacement des frontières du bassin méditerranéen vers le sud, au niveau de la zone sahélo-saharienne, et vers l'Est jusqu'au rivage du Golf
- 4- émergence d'un grand clivage entre la méditerranée occidentale et la méditerranée orientale.
- 5- le renforcement de l'influence chinoise.

Le professeur RAZOUX a mentionné à la fin de son intervention, l'absence de l'Union Européenne de cette nouvelle équation stratégique, et son manque de vision stratégique et claire.

2) **Rivalité et enjeux en Méditerranée :**

L'intervention de Mr. Jean François COUSTILLIERE, le président du JFC Conseil-association Euromed-IHEDN - , porte sur les objectifs , les rôles et les stratégies des principaux acteurs dans la région.

Mr. COUSTILLIERE, a commencé par les acteurs de la région :

1- **L'Union Européenne (U.E) :**

son objectif est de créer un espace de sécurité, et de paix.

Selon Mr. COUSTILLIERE le processus de Barcelone bâti sur deux fondements ; démocratie et le libre échange pour mener à la sécurité dans la zone euro-méditerranéenne ne marche pas.

En 2008, la tentative de lancement de l'Union pour la Méditerranée, si mal préparée au point d'irriter les partenaires européens, fut reçue avec beaucoup de réserve, pour ne pas dire plus, par les pays tiers; un véritable échec, un projet « mort-né » et en 2011, elle a diffusé deux documents très intéressants qui développent une stratégie nouvelle en matière de politique de voisinage. Les analyses étaient très remarquables mais l'Union Européenne n'était pas capable de le concrétiser. En conséquence, l'Europe a dépensé beaucoup d'argent pour des résultats médiocres et finalement l'Union Européenne faute de ne pouvoir avancer s'est finalement détournée de la Méditerranée.

2-Turquie :

la stratégie turque est une stratégie caractérisée par une méfiance à l'égard de la Grèce et le conflit syrien.

L'intervention de la Turquie dans le conflit syrien revient aux problèmes turco-kurdes essentiellement, mais la Turquie cherche également à jouer le rôle d'intermédiaire dans la région du moyen orient, ce qui explique sa coopération avec l'Arabie Saoudite pour intervenir en Syrie. La Turquie ne peut pas être un acteur de paix.

3-Arabie Saoudite et Qatar :

les deux pays se présentent en tant que des leaders du monde sunnite, et des protecteurs des sunnites contre les chiites. Ce rôle n'est pas nouveau, mais il s'est révélé plus important au lendemain des révoltes de 2011.

Mais ces deux pays sont en train de mener le monde arabo-musulman sunnite dans le mouvement wahhabite.

Après avoir exposé ces acteurs de la région, Mr. COUSTILLIERE a attiré l'attention sur la montée des nouvelles puissances extérieures dans la région (à l'exception des Etats Unis) après les révoltes de 2011.

4-USA :

La Méditerranée est très importante pour les USA, il s'agit d'un couloir de circulation qu'il faut préserver, et un moyen d'accès rapide pour les zones qui possèdent des ressources pétrolières. Mr. COUSTILLIERE a expliqué que le dessein Etats-uniens n'est pas de devenir propriétaire de ces ressources pétrolières, mais de s'assurer que les gouvernements de ces pays sont des amis aux Etats-Unis.

La sécurité dans la région est aussi importante, du fait qu'elle est liée la sécurité d'Israël. La stratégie Etats-uniennes porte surtout sur la « guerre contre le terrorisme ». De ce fait Mr. COUSTILLIERE ne voit pas que les USA est loin d'être un exemple de paix dans la région (guerre en Irak, en Afghan...)

5-Russie :

Contrairement aux Etats-Unis, la Russie n'est pas une puissance d'extension, son objectif est de préserver ce qu'elle considère comme sa zone traditionnelle « étranger proche » (ex. bloc communiste)

La Russie déclare dans ses documents de stratégies qu'elle a mis y a quelques années qu'elle considère l'OTAN et les USA comme un ennemi de la Russie : toute menace à sa zone traditionnelle, est une menace à la Russie elle-même. (Cas de l'Ukraine et la Crimée)

La décision de la Russie de mettre en place en Méditerranée une flotte permanente.

6-Chine :

L'intérêt que montre la Chine à la Méditerranée est un intérêt croissant. Ceci est dû à son devenir économique. La Chine cherche à trouver des marchés et profiter des accords signés entre les pays de la rive sud de la méditerranée et celle du nord pour accéder l'Europe. Elle est intéressée aussi par les avantages de sa main-d'œuvre et de tout ce qui est vente ou achat de matériel militaire.

La stratégie chinoise, porte sur sa diplomatie qui a montré son efficacité en Afrique, mais également la présence militaire dans la région, et a pris la décision l'année dernière de mettre en place 3 bâtiments militaires. Mr COUSTILLIERE a précisé que la Chine ne menace pas la sécurité en Méditerranée, mais elle exige de prendre parole et s'intéresse aux conflits dans la région.

7-Iran :

Comme c'est le cas pour l'Arabie Saoudite et Qatar, Iran est aussi impliquée dans cette concurrence sunnite-chiite pour régner dans le monde arabo-musulman.

3) l'Union européenne face à une région de sécurité remodelée : les intérêts, les enjeux et les stratégies :

Dans la première partie, le professeur italien Alessandro Quarenghi a déterminé la situation actuelle de la Méditerranée et l'intérêt de l'Union Européenne pour la sécurité de la région.

La Méditerranée a subi des changements au niveau de la composition de la région et elle s'est élargie vers le sud et le golf durant la période de 2010 à 2014.

L'Union Européenne ne peut pas changer la situation car elle a besoin d'opter une nouvelle stratégie.

Dans la deuxième partie, il a cité les deux objectifs fixés par l'Union Européenne :

1. mettre des stratégies à long terme afin d'assurer le développement économique et en conséquence l'amélioration des droits de l'Homme et de la sécurité.
2. renforcer la sécurité dans la Méditerranée en créant des politiques sécuritaires.

La politique à long terme a eu un échec car il y avait une grande différence au niveau de l'approche employée par l'Union Européenne concernant les objectifs de 2005 à 2010 et de 2010 à 2014. En conséquence, les objectifs attendus par la politique régionale n'ont pas été réalisés sauf au niveau de la relation avec le gouvernement qui a abouti au dialogue parlementaire.

Dans la troisième partie, il a déterminé les nouveaux outils sur le plan régional :

1. s'engager dans le libre-échange avec la Méditerranée d'où il y'a eu une forte évolution au niveau de la commission avec les régionaux et en conséquence il y'a eu plus d'argent et d'accès au marché, plus de mobilité, plus de politique ...d'où l'atteinte d'un développement exclusif.
2. redynamiser et soutenir les organisations non gouvernementales et les groupes sociaux afin d'aller directement à la société sans passer par le gouvernement.

Donc l'Union Européenne adopte la même stratégie mais en renforçant et mettant plus de ressources en Méditerranée afin de redynamiser le niveau régional qui représente l'un de ses objectifs après 2010.

Après 2010, il y a eu une évolution en terme d'acteurs et d'objectifs à réaliser mais l'Union Européenne était faible car il y'avait un manque de cohésion politique et sociale et en conséquence l'Union Européenne a échoué car elle n'avait pas les ressources pour garder et maintenir son rôle dans la région et elle s'est retrouvée entre deux voies : soit elle adopte sa stratégie ancienne ou bien elle devra développer une nouvelle stratégie qui la mènera par la suite à avoir une nouvelle identité.

4) Sécurité et réforme des services de renseignements :

Mr. Haykal BEN MAHFOUDH, juriste et expert tunisien, a entamé la question de la sécurité et la réforme des services de renseignements en Tunisie, en commençant par définir le renseignement en tant qu'un outil stratégique d'appui à la décision, qui sert à anticiper les situations des crises et de faire régner la sécurité.

L'expert a exposé les deux piliers de la mission de renseignement : le pilier juridique (textes et lois) et le pilier décisionnel (les institutions, les services de défense, ministère de l'intérieur...)

Mr. BEN MAHFOUDH a attiré l'attention sur la structure déficitaire des services de renseignements au niveau juridique et au niveau opérationnel.

Pour le niveau juridique, Mr BEN MAHFOUDH a mentionné le déficit de légitimité ; pas de publication de texte juridique au JORT donc absence de transparence, et le fait qu'il y a un unique fondement pour le renseignement militaire en Tunisie.

Pour le niveau opérationnel, un déficit institutionnel qui explique le manque d'efficacité.

Mr. BEN MAHFOUDH a fait appel à la fin de son intervention à la nécessité de réforme des services de renseignements en Tunisie, notant que le fait de mentionner la sécurité républicaine dans la constitution bien qu'il soit un point positif pour certains, il porte un risque réel sur la fonction de renseignement qui n'a pas été décrite dans la constitution, et l'absence de procédure judiciaire pour préserver cette fonction importante.

AXE 2 : TERRORISME ET SÉCURITÉ EN MÉDITERRANÉE :

1) Les groupes Djihadistes et la menace à la sécurité, l'exemple tunisien :

Mr Salaheddine JOURCHI, un chercheur tunisien, a commencé son intervention, par rappeler que depuis la fondation de l'Etat nation, les mouvements idéologiques ou politiques qui ont adopté la violence sont très rares en Tunisie, et que la Tunisie dispose d'un aspect réformiste loin de la violence.

Deux facteurs selon Mr. JOURCHI, ont fait le détournement de la situation sécuritaire en Tunisie :

- 1- La vie religieuse et politique était morte avant le 14 janvier 2011, et c'est le régime de Ben Ali qui était derrière cette mort, ce qui a donné naissance à des mouvements intégristes et terroristes qu'on trouve aujourd'hui tel que « ANSAR CHARIAA »
- 2- La révolution qui affaibli l'Etat : le parti NAHDHA se présente comme un intermédiaire entre le mouvement religieux et celui politique, mais après la non adoption de la charia comme source de législation, le clivage entre ce parti et les mouvements Djihadistes s'est élargi.

Mr. JOURCHI a exposé quelques caractéristiques de ces mouvements en Tunisie : pénétrer chez les jeunes, et le lavage cerveau ce qui rend le dialogue avec eux, une fois convaincus ; quasi-impossible.

L'évolution de la situation en Tunisie, selon Mr. JOURCHI est expliqué par le changement de discours salafite en ce qui concerne la Tunisie : il n'y a pas aussi longtemps que ces mouvements considèrent la Tunisie comme une terre de prêche et non pas de Djihad, tandis que aujourd'hui la Tunisie est considéré comme une terre de Djihad.

Le Salfisme Djihadiste est une organisation politique armée, qui a pris le contrôle des mosquées et ce qui fait son point lourd et fort, c'est cet aspect religieux d'islam dur.

L'armée tunisienne n'a jamais été préparée à faire face à ces groupes qui adoptent la stratégie des opérations éclaires. Mr. JOURCHI trouve qu'il faut adapter nos moyens à une phase de lutte contre le terrorisme qui va durer longtemps.

Mr. JOURCHI a également parlé de la situation en Libye et les risques que l'armée tunisienne doit faire face, sur les frontières tuniso-libyennes.

2) Terrorisme au sud de la méditerranée – quelle évolution ?

L'intervention de Mr. Ahmed DRISS, le président du CEMI, porte sur :

- 1- Une analyse de l'environnement dans lequel on vit aujourd'hui, frappé par l'instabilité d'une part et l'insécurité d'autre part.
- 2- Les organisations terroristes présentes en Tunisie avant la révolte du 2011, telle que l'AQMI (Al Quaida au Maghreb Islamique) qui comportait plusieurs nationalités et qui était responsables de l'affaire de Soliman en 2006.
- 3- Après la révolte de 2011, on a compris que l'AQMI n'est pas cette organisation unifiée comme on nous laisse entendre pour longtemps et on assiste aujourd'hui à la montée de nouvelles organisations ou groupes terroristes issus de la scission de l'AQMI.
- 4- L'implantation du terrorisme en Tunisie. La situation a évolué et on trouve des groupes terroristes qui ne comportaient que des tunisiens, tandis que les autres nationalités ne viennent qu'en renfort à ces groupes. Mr. DRISS a cité l'exemple de l'organisation « ANSAR CHARIAA »
- 5- L'AQMI redevient active sur le territoire tunisien, revendiquant l'attaque contre la maison du ministre de l'intérieur tunisien, ce qui laisse entendre aussi que le territoire tunisien continue à être un théâtre d'opération facile. Cette attaque s'inscrit aussi dans le cadre d'un repositionnement de l'AQMI face à une nouvelle organisation montante s'appelant « l'Etat Islamique au Maghreb Islamique », sorte de prolongement locale de l'EIL (l'Etat Islamique en Irak et au Levant) et qui présente une tentative d'alliance entre les membres de « ANSAR CHARIAA » aux Djihadistes revenant de Syrie.
- 6- Le retour de Djihadistes tunisiens de Syrie pose en soit un problème sérieux à la sécurité dans la région, du faite que ces tunisiens sont entraînés et se sont habitués aux combats servant leurs convictions profondes.
- 7- La situation en Libye devient de plus en plus préoccupante et menaçante ; la Libye sert désormais de base sécurisée pour ces organisations, leur offrant une plateforme de coordination et de retraite.

3) Instabilité, terrorisme, et sécurité énergétique dans la région méditerranéenne :

Mme Antje NÖTZOLD, chercheur allemande a abordé la question de l'instabilité, le terrorisme et la sécurité énergétique. Mme NÖTZOLD a énuméré 12 indicateurs pour mesurer l'instabilité, en les classifiant s'il s'agit des indicateurs sociaux ou économiques.

Dans la région du nord d'Afrique, la Tunisie demeure le pays le plus démocratique.

Mme NÖTZOLD a exposé un baromètre de conflits qui résume la situation critique de la région ; situation en Libye, les efforts de la Tunisie, l'Algérie et la Libye pour faire face à l'AQMI.

Mme NÖTZOLD a également présenté un graphique montrant les attaques terroristes depuis le 11 septembre 2001, et une carte « Arc d'instabilité ».

Le chercheur a expliqué que l'importance de la sécurité au nord Afrique, est dû aussi à la richesse énergétique dont dispose cette région. Les chiffres montrent que la Libye dispose d'une réserve pétrolière importante. La Tunisie bien qu'elle ne dispose pas

d'une richesse énergétique importante que ses voisins, mais il s'agit d'un pays de transit, d'où l'importance d'assurer la stabilité dans ce pays.

Une carte de l'infrastructure énergétique en Afrique du Nord, montrent que la région dispose des lignes importantes et des voies de transport de gaz vers l'Europe. Toute attaque contre cette infrastructure sera aussi coûteuse pour les deux rives de la Méditerranée.

Mme NÖTZOLD a exposé une carte de capacité énergétique, qui montre que la capacité énergétique est en train de diminuer. Cette diminution est due à la diminution de la production avec une élévation de consommation en notant que la capacité énergétique est calculée comme suit :

$\text{production} - \text{consommation} = \text{capacité}$

La stabilité dans cette région est très importante aussi pour la mise en place des projets énergétiques tels que le projet DESETEC qui cherche à investir dans les énergies renouvelables, éolienne et solaire.

AXE 3 : LA PROBLÉMATIQUE DES FRONTIÈRES :

1) Instabilité au sud et sécurité des frontières européennes :

Mme Florence GAUB, une chercheuse allemande, et porte parole de l'union européenne a présenté quelques chiffres (source : FRONTEx) sur l'impact de l'instabilité au Sud de la méditerranée :

Augmentation de nombre de réfugiés en Europe de 50% depuis les révoltes dans la région.

¼ des réfugiés sont des syriens.

100 000 personnes sont entrées en Europe d'une manière illégale.

40 000 utilise la méditerranée pour franchir les frontières européennes

L'instabilité dans la région favorise les réseaux de trafic

Mme GAUB a aussi parlé du problème des Djihadistes de retour de la Syrie et les risques sécuritaires qui vont accompagner leur retour.

Mme GAUB a expliqué au public présent, que la question de migration n'est pas dirigée par le service des affaires étrangères chez l'U.E mais par le service des affaires intérieures. Elle a évoqué également le partenariat de mobilité entre l'UE d'une part et la Tunisie et le Maroc d'autre part.

2) La Turquie sur l'échiquier sécuritaire au moyen orient :

Mr. Çağrı ERHAN un professeur de Turquie, a intervenu sur la question sécuritaire et le rôle joué par la Turquie.

Mr. ERHAN a énoncé 3 niveaux de sécurité qui sont dépendants l'un des autres :

- 1- **Niveau International** : La Turquie fait partie des opérations de l'OTAN en méditerranée.

le chercheur a révélé 3 problèmes :

- La sécurité énergétique, la Turquie est touché par l'instabilité de la région, vu qu'elle ne produit que 10% de l'énergie dont elle a besoin, tandis que 90% est importé.
- Le crime organisé
- Le terrorisme

- 2- **Niveau régional** : Mr. ERHAN a parlé des relations turco-égyptiennes, en rappelant que la Turquie a retiré son ambassadeur de l'Egypte et que le gouvernement turc a critiqué le coup d'états mené par le Général Sissi. En ce qui concerne la situation en Syrie, Mr. ERHAN a déclaré que la Turquie a soutenu d'une façon militaire les groupes d'opposition au régime du Bâath syrien avec l'Arabie Saoudite et Qatar. D'autres problèmes régionaux qui s'ajoutent ; tel que le groupe NOSRA qui est qualifié de terroriste, mais dont les blessés sont soignés en Turquie.

3- **Niveau national** :

Les problèmes de réfugiés : il y a 500 milles réfugiés en Turquie d'où la somme de 3.5 millions de dollars de dépenses à l'origine de problèmes économiques. Un autre problème de stabilité pour la Turquie est celui du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) en Irak.

La Conclusion qu'il a tiré c'est que la Turquie veut être un modèle pour la région mais elle a fait un mauvais calcul en soutenant les partis islamistes ce qui a causé des problèmes avec l'Egypte et la Lybie et a affaibli sa relation avec l'Irak et depuis trois ans, la Turquie s'est isolée dans la région.

3) **Stratégie algérienne de sécurisation des frontières :**

Mr. Abdenour BENANTAR, chercheur algérien à l'université Paris 8, a expliqué lors de son intervention la stratégie algérienne de sécurisation de ses frontières et a mis le point sur le dilemme de cette stratégie.

La stratégie algérienne repose sur :

- 1- Renforcement de la garde des frontières, de la police, la gendarmerie
- 2- Renforcement matériel : exemple les avions de chasse
- 3- Mise en place des zones militaires
- 4- Rapprochement des centres décisionnels des groupes opérationnels
- 5- La coopération et la coordination, bilatérales commencées avec la Tunisie puis la Libye
- 6- La coopération et la coordination multilatérales : une stratégie qui n'agit pas avec les pays de sud (Mauritanie, Nigeria ...) , mais qui marche avec la Tunisie et la Libye

Le dilemme selon Mr. BENANTAR se résume en deux points :

- 1- L'Algérie est un pays qui n'est pas en guerre mais qui vit en situation de guerre (la situation en Mali et dans les pays voisins)
- 2- Avant le départ de NAHDHA du pouvoir en Tunisie il n'y avait pas de confiance entre les deux gouvernements tunisien et algérien ce qui explique l'absence d'informations, de renseignements. Si ce problème est réglé avec la Tunisie avec le départ de NAHDHA, ceci n'est pas réglé avec la Libye ; l'Algérie ne peut pas s'entretenir avec des milices qui ne sont pas en relation avec le centre (le gouvernement)

Mr. BENANTAR a conclu son intervention par la difficulté de la mission de sécurisation des frontières en Algérie.

AXE 4 : LE CONFLIT LIBYEN ET LES DÉFIS DE LA SÉCURITÉ :

Deux experts ont abordé le 4^{ème} axe, qui porte sur la situation en Libye.

Mr. Allaya ALLANI, un expert tunisien, a commencé par l'analyse de la situation en Libye ; les libyens selon Mr. ALLANI pensaient que le développement et la construction d'un état moderne est possible avec le départ de Kadhafi. La montée de nouveaux acteurs en Libye, est derrière ces conflits pour le pouvoir.

L'expert Tunisien a également parlé de problème d'armement en Libye, où le citoyen ordinaire se trouve obligé de porter une arme pour se défendre et se protéger. Les mouvements religieux, modérés ou radicaux ont profité de l'arsenal d'armes laissée par Kadhafi.

Pourquoi y-a-t-il une certaine stabilité dans les mouvements Djihadistes ?

En réponse à cette question, Mr. ALLANI fait revenir cette stabilité à la soumission des mosquées aux Djihadistes, ce qui fait qu'un grand nombre de tunisiens sont influencé par ce courant.

Le retour des Djihadistes de la Syrie, va aggraver la situation, certains d'entres eux, européens récemment convertis à l'Islam, vont se diriger vers la Libye, pour échapper aux arrestations dans leurs pays.

Mr. Ahmed ALATRACH, professeur libyen à l'Université de Tripoli ; a parlé de l'incertitude qui caractérise la situation en Libye. Il a également rappelé les faits du régime de Kadhafi lors de la révolte libyenne ; 2600 personnes tués, viols...

Il a également parlé de l'environnement dans lequel vivent les libyens, en rappelant que tous ceci est dû essentiellement à 40 ans de dictature ; Kadhafi a laissé une infrastructure d'armement terrible, mais la Libye manque d'institutions d'enseignement et de santé.

Mr. ALATRACH parle de 22 millions pièces d'armes qui circulent en Libye aujourd'hui. La stabilisation de la situation est très difficile avec toutes ces données. Il rajoute que la Libye

n'a pas d'armée mais c'était une milice de Kadhafi, dont le rôle était principalement de le protéger et non pas la protection de l'état et du peuple libyen.

Mr. ALATRACH trouvent qu'on ne peut pas comparer Haftar au Marechal Sissi, et que la situation en Egypte est loin de celle en Libye.

Le professeur libyen a cité 5 éléments essentiels pour parler de la défense :

- 1- Armée
- 2- Argent
- 3- Vision/ stratégie
- 4- Média
- 5- Eléments extérieurs

Et finalement, il a conclu sa présentation en mettant en question l'importance de résoudre les problèmes frontières et d'assurer la sécurité dans la région frontière et en travaillant les uns avec les autres.

Après de nombreuses discussions entre les présentateurs et les participants, le séminaire a été conclu.